



# La croissance profite aux pauvres

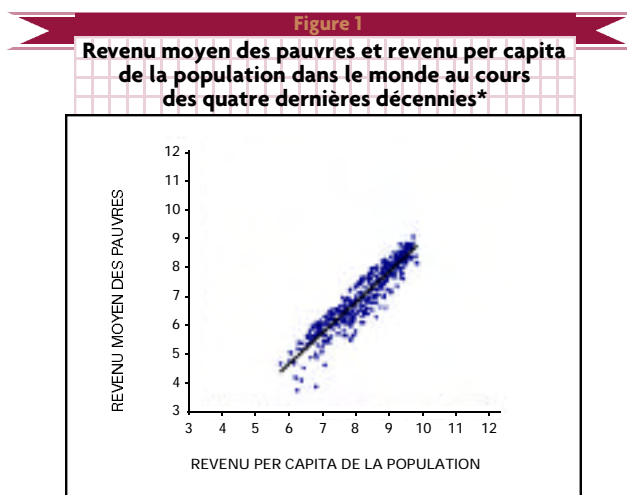
■ « *Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.* »

Voilà une affirmation que l'on entend régulièrement et qui sert de conclusion toute faite à plusieurs débats, qu'il s'agisse de libre-échange ou de réduction d'impôts. Une opinion courante veut en effet que la croissance économique ne profite pas aux pauvres. Le revenu des pauvres n'augmenterait pas ou augmenterait moins vite que celui de la population en général, de sorte que la croissance économique creuserait l'inégalité des revenus. Qu'en est-il véritablement ?

La présente *Note économique* cherche à répondre à cette question en résumant un rapport de recherche préparé par deux économistes de la Banque Mondiale, MM. David Dollar et Aart Kraay, et intitulé *Growth Is Good for the Poor*. Il s'agit de déterminer de manière empirique dans quelle mesure la croissance économique ou les politiques qui la favorisent se sont traduites par une amélioration des revenus des pauvres au cours des dernières décennies. Pour ce faire, Dollar et Kraay ont rassemblé les données disponibles pour 125 pays au cours des quatre dernières décennies et les ont soumises à des analyses et tests statistiques. On définit les pauvres comme les personnes qui occupent le premier quintile des revenus, c'est-à-dire les 20% les plus pauvres dans la population.

## Une variation proportionnelle

À l'aide des 370 observations dont nous disposons (chaque observation représentant une année dans un pays donné), la Figure 1 met en corrélation le revenu annuel moyen des pauvres (axe vertical) et le revenu annuel per capita dans l'ensemble de la population (axe horizontal). Dans cet échantillon, le revenu per capita varie de 316 à 18 673 dollars, et le revenu moyen des pauvres, de 42 à 8769 dollars. Par exemple, le point



\* L'échelle des deux axes est de type logarithmique, ce qui implique que les nombres qui y figurent ne sont que des indices (voir la section « Sources et méthodes » pour une explication plus détaillée).  
SOURCE : Dollar et Kraay.

le plus à gauche représente la situation de l'Éthiopie avec un revenu per capita de 316 dollars par année et un revenu moyen des pauvres d'environ 100 dollars. Les dollars dont il est question ici sont des dollars internationaux réels, c'est-à-dire des dollars américains de 1985 corrigés fonction du pouvoir d'achat des devises locales.



Il existe une corrélation très étroite entre les deux variables<sup>1</sup>. La pente de la droite de régression est statistiquement égale à 1 (une hausse de 1 sur l'axe vertical est couplée avec une hausse de 1 sur l'axe horizontal). Cela signifie que le revenu moyen des pauvres représente toujours la même proportion du revenu per capita de la population en général. Autrement dit, une augmentation du revenu per capita se traduit par une augmentation du revenu des pauvres dans la même proportion.

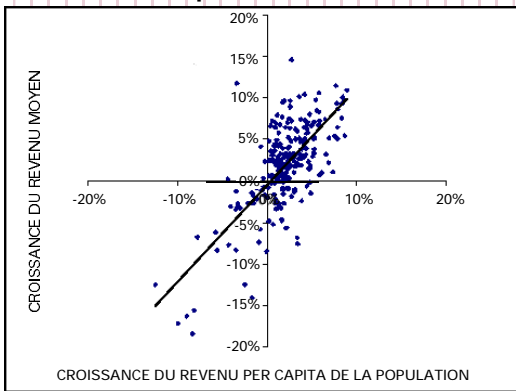
Même si ces résultats sont statistiquement significatifs et cohérents avec ceux d'autres recherches, les auteurs ont voulu pousser plus loin leur analyse économétrique.

La pente de la droite de régression est encore une fois statistiquement égale à 1, ce qui confirme que le revenu moyen des pauvres croît au même taux que le revenu per capita de l'ensemble de la population.

*Autrement dit, le revenu des pauvres varie toujours en proportion du revenu de la population. Quand l'économie croît, le revenu des pauvres suit presque inmanquablement.*

En examinant spécifiquement des sous-groupes, Dollar et Kraay confirment que la relation ne change pas quand on passe des pays riches aux pays pauvres, ou des périodes de croissance rapide à celles de faible croissance, ou des périodes de croissance positive aux périodes de crise, ou des années 1960-70 aux années 1980-90. Dans tous les cas, les différences entre la croissance du revenu moyen des pauvres et celle du revenu per capita sont minuscules et non statistiquement significatives. Autrement dit, le revenu des pauvres varie toujours en proportion du revenu de la population. Quand l'économie croît, le revenu des pauvres suit presque inmanquablement. En période de ralentissement ou de crise, le revenu des pauvres ne chute pas davantage que le revenu per capita.

**Figure 2**  
**Croissance du revenu moyen des pauvres et du revenu per capita de la population dans le monde au cours des quatre dernières décennies**



SOURCE : Dollar et Kraay.

L'omission possible d'autres facteurs qui influenceraient le revenu des pauvres de même que la nécessité de considérer explicitement la *croissance* des revenus en plus de leurs *niveaux* amènent Dollar et Kraay à recourir à des analyses statistiques plus élaborées.

Sur la Figure 2, chaque point correspond, pour une période d'au moins cinq ans dans un pays donné, à la croissance annuelle du revenu moyen des pauvres en regard de la croissance du revenu per capita. Bien que la relation soit moins étroite qu'à la Figure 1, la corrélation demeure élevée.

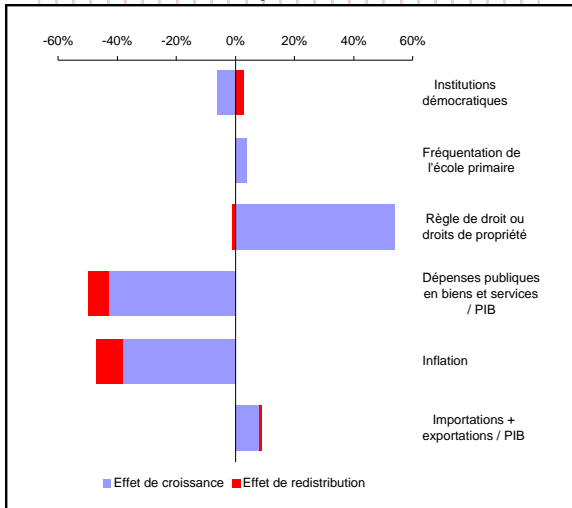
### Croissance vs redistribution de la richesse

Si la croissance profite aux pauvres, il s'ensuit que les politiques ou institutions qui favorisent la croissance favoriseront également les pauvres. On peut toutefois se demander si, en sus de leur impact positif via la croissance, certaines de ces politiques n'entraînent pas un effet de redistribution en sens contraire sur la pauvreté, c'est-à-dire si elles ne tendent pas à redistribuer le revenu des pauvres vers les riches. Ou, à l'inverse, si certaines politiques qui défavorisent la croissance n'ont pas malgré tout un effet de redistribution positif vers les plus pauvres.

<sup>1</sup> Le coefficient de corrélation est de 0,87.



**Figure 3**  
**Impact de diverses politiques économiques et institutions sur le revenu moyen des pauvres dans le monde au cours des quatre dernières décennies**



NOTE : La variable Dépenses sociales mentionnée dans le texte n'apparaît pas dans ce tableau parce qu'elle n'a aucun effet, ni de croissance ni de redistribution.

SOURCE : Dollar et Kraay.

Afin de vérifier cette hypothèse, Dollar et Kraay ont incorporé à leurs analyses de régression quatre variables politiques. Deux d'entre elles, l'inflation et les dépenses publiques en biens et services, ont selon d'autres recherches un effet négatif sur la croissance économique. Deux autres, la somme des importations et exportations en proportion du produit intérieur brut (comme indicateur de l'ouverture au commerce international) ainsi que la solidité de la règle de droit et des droits de propriété, stimulent au contraire la croissance. Les auteurs examinent aussi l'impact de trois sortes d'institutions ou de politiques dont on croit généralement qu'elles opèrent une redistribution favorable aux pauvres : la démocratie formelle, la fréquentation de l'école primaire et les dépenses sociales.

L'analyse des données montre qu'aucun de ces facteurs n'a d'effet de redistribution statistiquement significatif sur le revenu des pauvres, à part l'inflation dont on confirme qu'elle nuit directement aux pauvres en plus d'étouffer

<sup>2</sup> Ces résultats sont obtenus en augmentant d'une valeur comparable (soit un écart-type) l'indicateur de chaque politique et en calculant l'effet sur le revenu des pauvres via la croissance ainsi que l'effet redistributif.

la croissance économique. La Figure 3 présente ces résultats en distinguant l'effet d'une politique économique ou de l'adoption d'institutions particulières sur le revenu des pauvres par la croissance économique et leur effet par la redistribution du revenu entre les pauvres et les autres<sup>2</sup>.

Si l'on examine séparément chacune de ces variables, on observe que l'accroissement du commerce international entraîne, à long terme, une augmentation de 8% dans le revenu moyen des pauvres via la croissance économique, à laquelle s'ajoute un très faible effet de redistribution de 0,04% (non statistiquement significatif). Le renforcement de la règle de droit se traduit aussi par une augmentation de 54% du revenu des pauvres via la croissance, que réduit très légèrement (-1%) l'effet de redistribution (qui n'est toutefois statistiquement significatif). L'augmentation de l'inflation ou des dépenses publiques entraîne des réductions du revenu des pauvres (respectivement de 38% et 43%) via l'atténuation de la croissance économique, auxquelles s'ajoute un léger mouvement dans le même sens (non significatif dans le cas des dépenses publiques) causé par l'effet de redistribution (9% et 7%).

*L'accroissement du commerce international entraîne, à long terme, une augmentation de 8% dans le revenu moyen des pauvres via la croissance économique.*

Comme le montre la Figure 3, l'indice de démocratie utilisé par Dollar et Kraay affiche un effet de croissance négatif de 6% sur le revenu moyen des pauvres, et un effet de redistribution positif (mais non significatif) de 3%. Les taux de fréquentation de l'école primaire ont un effet de croissance positif de 4%, et aucun effet de redistribution. Quant aux dépenses sociales (mesurées en proportion des dépenses publiques totales), elles n'ont pas plus d'impact sur la répartition des revenus que sur la croissance économique – pour la simple raison que les dépenses sociales sont en général peu ciblées et que seule une petite partie de ces dépenses atteint les pauvres. Les dépenses sociales n'ont donc pas pour effet de réduire les inégalités.



On notera par ailleurs que, s'agissant des conséquences des politiques économiques pro-croissance, c'est toujours l'effet de la croissance économique qui prédomine. L'impact sur la redistribution du revenu est faible ou inexistant.

## Conclusion

La conclusion générale qui se dégage de cette étude est que la croissance économique, à quelque stade que ce soit, favorise autant les pauvres que le reste de la population. L'étude démontre que les crises économiques ne touchent pas les pauvres plus durement que la population en général, que les avantages de la croissance économique pour les pauvres n'ont pas diminué au cours des dernières décennies, et que les politiques économiques qui stimulent la croissance économique profitent aux pauvres. Ces politiques économiques comprennent notamment la protection des droits de propriété, la discipline budgétaire et monétaire, et le commerce international.

*La conclusion générale qui se dégage de cette étude est que la croissance économique, à quelque stade que ce soit, favorise autant les pauvres que le reste de la population.*

## Sources et méthodes

L'étude de David Dollar et Aart Kraay, *Growth Is Good for the Poor*, se trouve sur le site Web de l'IEDM à [www.iedm.org/library/growthgoodforpoor.pdf](http://www.iedm.org/library/growthgoodforpoor.pdf). On s'y référera pour les sources de données utilisées et les recherches économiques connexes.

Dans chaque pays, le revenu moyen (appelé « revenu per capita » dans le présent article) est calculé comme le PIB réel per capita.

Bien que la Figure 1 inclue 370 observations réparties sur quatre décennies et 125 pays, la Figure 2 ainsi que les analyses économétriques du rapport sont fondées sur un sous-ensemble (généralement de 236 observations couvrant 80 pays). En effet, ce n'est pas pour tous les pays que nous disposons de données assez denses dans le temps pour mesurer la croissance du revenu des pauvres.

Les axes de la Figure 1 utilisent une échelle logarithmique dont l'avantage consiste à représenter des proportions égales, plutôt que des valeurs absolues égales, dans des intervalles égaux. L'unité de mesure employée est le logarithme naturel (représenté par le symbole « ln ») du revenu. Par exemple, quand  $\ln(\text{revenu})=6$ , le revenu dont il s'agit est de 2,7182...<sup>e</sup>, soit environ 400 dollars. On vérifie aisément que, sur l'axe horizontal, le revenu per capita en Éthiopie, soit 316 dollars (le point le plus à gauche), se trouve en effet légèrement au-dessous de 6, qui représente 400 dollars. La distance entre 6 et 7, par exemple, représente la même proportion d'augmentation du revenu per capita que la distance entre 5 et 6. Cela explique pourquoi, sur cette échelle comprimée, 10 représente un revenu per capita de quelque 22 000 dollars, soit un peu au-dessus du revenu per capita maximum de 18 673 dollars représenté sur le graphique. *Mutatis mutandis* pour l'axe vertical. Si nous indiquions plutôt les valeurs du revenu sur l'axe, des augmentations égales, disons de 1000 dollars, seraient représentées par des distances de plus en plus courtes.



## Institut Économique de Montréal

Institut économique de Montréal  
6418, rue Saint-Hubert  
Montréal (Québec)  
H2S 2M2 Canada  
Téléphone: (514) 273-0969  
Télécopieur: (514) 273-0967  
Courriel: [info@iedm.org](mailto:info@iedm.org)  
Site Web: [www.iedm.org](http://www.iedm.org)

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un institut de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes de Montréal, l'IEDM ne reçoit aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut Économique de Montréal : 68,00 \$.

Président du conseil :  
Adrien D. Pouliot  
Directeur exécutif :  
Michel Kelly-Gagnon  
Président du Conseil scientifique :  
Jean-Luc Migué

Les opinions de l'auteur ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

© 2001 Institut économique  
de Montréal

Imprimé au Canada